La Commune

UE-Turquie contre les réfugiés : L'accord de le honte

Le Conseil européen vient de signer un accord afin de « régler » le problème que leur posent les réfugiés alors même que certains pays qui en font partie ont une responsabilité directe dans les guerres où la population paie le prix fort. Le Conseil européen va livrer ces réfugiés à la dictature d'Erdogan, chef d'État de la Turquie. Ceux de ces réfugiés qui sont déjà en Turquie peuvent témoigner du traitement indigne dont ils font l'objet. Le Conseil européen en signant ce traité fait la part belle aux xénophobes de tout poil dont la politique se résume à chasser les réfugiés au nom de la défense contre le terrorisme.

Les 17 et 18 mars 2016, les chefs d'État et de gouvernement des États membres de l'Union européenne se sont réunis à l'occasion d'un énième sommet pour résoudre la « crise des réfugiés ». Cette fois-ci, le gouvernement turc de Recep Erdogan était convié. Les parties prenantes se sont entendues sur un accord entre la Turquie et l'Union européenne : un accord contre les réfugiés. Ce que l'accord préconise est clair. Tous les réfugiés qui ont transité par la Turquie et qui arrivent en Grèce, y compris les Syriens, seront renvoyés dès le 20 mars 2016.

« *Accord de la honte* » (Amnesty International)

Pour chaque Syrien renvoyé en Turquie, un Syrien sera envoyé en Europe par un corridor humanitaire, sachant néanmoins que le nombre de Syriens accédant ainsi à l'Europe est plafonné à 72 000. Les réfugiés refoulés pourront déposer une demande d'asile en Grèce. Cependant, la reconnaissance de la Turquie comme un « pays tiers sûr » par la Grèce devrait permettre aux juges de rejeter leur requête, en particulier pour les Syriens, puisque la Turquie serait en théorie à même de leur offrir des conditions d'accueil équivalentes. En contrepartie de ce mécanisme, les chefs d'État et de gouvernement ont accepté de rouvrir les négociations avec la Turquie pour une adhésion à l'Union européenne, tout en lui versant trois milliards d'euros pour l'accueil des réfugiés (s'additionnant aux trois milliards déjà accordés). Les réfugiés se voient ainsi vendus au régime d'Ankara. C'est une façon pour l'Europe de dédouaner le régime d'Erdogan de son non-respect des droits démocratiques. Erdogan va pouvoir continuer sa politique de répression sanglante contre le peuple kurde, museler la presse d'opposition, violer les droits de l'homme des minorités du pays, et accentuer la corruption. Comment croire que la Turquie va mieux traiter ces nouveaux réfugiés quand on sait que la plupart des 2,5 millions de réfugiés actuellement en Turquie travaillent illégalement dans des conditions épouvantables, avec des salaires de misère, et vivent dans des ghettos ? En dernier lieu, il faut

savoir que parmi ces réfugiés Syriens, nombreux sont ceux qui arrivent du Kurdistan. On est en droit de se demander quel accueil leur fera le gouvernement d'Erdogan.

Un accord bafouant la Convention de Genève

Cet accord est par ailleurs illégal car, comme l'a souligné le Haut-Commissaire de l'ONU pour les réfugiés, la demande d'asile est prioritaire et ne peut être refusée comme le définit la Convention de Genève. Cette même Convention stipule une interdiction formelle de tout refoulement collectif de demandeurs d'asile. Les États membres viennent donc de signer un accord non conforme aux conventions internationales qu'ils ont eux-mêmes ratifiées, et ainsi d'enfreindre le droit international. De plus, le Conseil européen a fait preuve d'un déni en prétendant refouler des « migrants » et non des réfugiés. Ce subterfuge ne change rien, le Conseil européen, et contre l'avis du Parlement, s'apprête bel et bien à expulser des réfugiés en violant toutes les règles internationales.

Le Conseil européen cède aux pressions des xénophobes et des chauvins

À l'Est, le modèle hongrois d'Orban fait des émules et on érige des murs et à l'Ouest on rétablit les contrôles aux frontières soi-disant pour lutter contre le terrorisme. Le dangereux jeu que joue le Conseil européen alimente le poison de la xénophobie ; les discours d'amalgame de nos dirigeants entre terrorisme et population musulmane sont empruntés directement aux théories racistes de l'extrême-droite. Et quand le discours ne suffit pas, ils passent à l'acte. Valls et Cazeneuve, non contents de poursuivre de leur zèle de flic les demandeurs d'asile dans les rues de nos villes, se sont engagés dans la destruction systématique de la « jungle » de Calais sous la pression bienveillante des petits commerçants et des politiciens locaux. Xavier Bertrand, président du Conseil général, réclame au gouvernement d'envoyer l'armée soutenir les matraquages de la flicaille. Il faut que les réfugiés disparaissent, qu'ils ne soient plus visibles. La finalité de cette politique est de mettre les réfugiés dans des conditions plus dramatiques, qu'ils soient en Europe ou en Turquie. Pour les premiers, la clandestinité sera encore plus intolérable et pour les seconds, ils partiront vers la Libye ou le Maghreb où leur vie seront encore plus exposées.

Annulation de l’accord de la honte UE-Turquie !

Respect intégral de la Convention de Genève sur le droit d’asile !

A bas les quotas ! Des papiers pour tous !

Francis Charpentier,
le 10-04-2016

Modifié le vendredi 15 avril 2016

Voir aussi dans la catégorie Europe

Aéroports européens : les grèves ne prennent pas de vacances

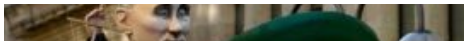
La soif capitaliste de profit des entreprises aériennes provoque des attaques contre les travailleurs et des incommodités pour les touristes. La classe ouvrière européenne mène de plus en plus... »

Une contribution sur la guerre et les débats dans la gauche

Alejandro Bodart L'invasion russe a opéré une rupture dans les points de vue de la gauche mondiale. À la LIS, nous avons développé nos points de vue dans plusieurs déclarations et articles.... »

Voyage à Kiev VI : la Russie bâillonnée

Depuis Moscou, Kazimierz Kryzhich Immédiatement après l'invasion militaire de l'Ukraine par les troupes russes, une vague de protestations anti-guerre s'est répandue dans toute la Russie. Il... »

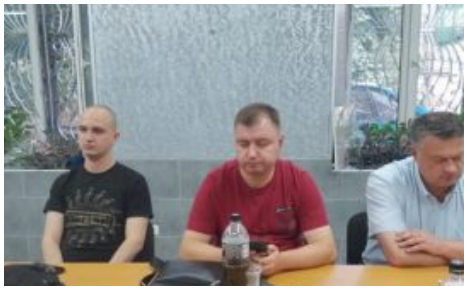


Voyage à Kiev V : Le Bélarus entrera-t-il en guerre ? Sera-t-il annexé à la Russie ?

Depuis Minsk, Dimitri Kazakov Récemment, il a été beaucoup question de l'éventuelle participation du Belarus à la guerre contre l'Ukraine aux côtés de la Russie. Le fait que le Belarus... »

Voyage à Kiev IV : Apostilles

Nous reproduisons une partie des discours prononcés lors de la conférence. Rubén :"Il semble qu'un siècle se soit écoulé depuis que nous étions à Kiev pour la fondation de la Ligue... »



Voyage à Kiev III : Entretien avec Oleksandr Paly

Le camarade Oleksandr a fait le rapport politique à la conférence de la LSU. Il est rédacteur en chef du journal » Constructor Aviation d'Ukraine » et membre de l'Unio des travailleurs de... »